



## Conseil économique et social

Distr. limitée  
10 octobre 2001  
Français  
Original: anglais

**Pour suite à donner**

---

### Fonds des Nations Unies pour l'enfance

Conseil d'administration

**Deuxième session ordinaire de 2001**

10-14 décembre 2001

Point 5 de l'ordre du jour provisoire\*

### Recommandation concernant le programme de pays\*\*

#### Venezuela

#### Additif

##### *Résumé*

Le présent additif à la note de pays soumise au Conseil d'administration lors de sa première session ordinaire de 2001 contient la recommandation finale concernant le programme de pays pour l'approbation du Conseil.

Il contient une recommandation en vue du financement du programme de pays du Venezuela dont le niveau annuel de planification est de 1 000 000 de dollars ou moins. La Directrice générale *recommande* au Conseil d'administration d'approuver un prélèvement de 2 935 000 de dollars sur la masse commune des ressources, dans la limite des fonds disponibles, et un prélèvement de 5 280 000 de dollars sur les autres ressources, sous réserve du versement des contributions à des fins spéciales, pour la période 2002 à 2007.

---

\* E/ICEF/2001/12.

\*\* La note de stratégie originale ne contenait que des chiffres indicatifs pour la coopération estimative au programme. Les chiffres figurant dans le présent additif tiennent compte des soldes non dépensés au titre de la coopération au programme à la fin de l'exercice 2000. Ces chiffres figureront dans l'état récapitulatif des engagements recommandés en 2001 pour les programmes à financer sur la masse commune des ressources et à l'aide d'autres ressources (E/ICEF/2001/P/L.73).



## Données de base<sup>a</sup>

(pour 1999, sauf indication contraire)

Population âgée de moins de 18 ans (millions) . . . . .	9,7
Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans (pour 1 000 naissances vivantes) (2000) . . . . .	23
Taux de mortalité infantile (pour 1 000 naissances vivantes) (2000) . . . . .	20
Insuffisance pondérale (% , modérée et forte) . . . . .	5
Taux de mortalité maternelle (pour 100 000 naissances vivantes) (1997) . . . . .	60
Alphabétisation (% , hommes/femmes) (2000) . . . . .	93/93
Taux d'inscription dans l'enseignement primaire (% net, garçons/filles) (1996) . . . . .	83/85
Élèves atteignant la cinquième année d'école primaire (%) (1995) . . . . .	89
Utilisation d'une eau potable améliorée (%) (2000) . . . . .	83
Vaccination de routine dans le cadre du Programme élargi de vaccination de l'État (%) . . . . .	100
PNB par habitant (en dollars E.-U.) . . . . .	3 680
Enfants d'un an pleinement immunisés contre :	
Tuberculose (%) . . . . .	97
Diphtérie/coqueluche/tétanos (%) . . . . .	79
Rougeole (%) . . . . .	82
Poliomyélite (%) . . . . .	87
Femmes enceintes immunisées contre le tétanos (%) . . . . .	..

<sup>a</sup> Ces données sont extraites de la publication *Progress since the World Summit for Children: A statistical review* (Évolution de la situation depuis le Sommet mondial pour les enfants : analyse statistique), préparée en supplément au rapport du Secrétaire général intitulé « Nous, les enfants : examen de fin de décennie de la suite donnée au Sommet mondial pour les enfants » (A/S-27/3) et peuvent donc s'écarter des données figurant dans le texte du présent document

## La situation des enfants et des femmes

1. Les principales données sur la situation des enfants et des femmes au Venezuela restent essentiellement les mêmes que dans la note de pays présentée au Conseil d'administration, lors de sa première session ordinaire de 2001 (E/ICEF/2001/P/L.34). Toutefois, les dernières données fournies par le Gouvernement affichent des progrès concernant certains indicateurs sociaux. Il s'est produit une diminution progressive du taux de mortalité infantile, qui est tombé de 24 pour 1 000 naissances vivantes en 1996 à 19 en 1999. Le taux d'inscription dans l'enseignement primaire a progressé de 81 % en 1998 à 90 % en 2000, et le pourcentage d'enfants atteignant la cinquième année d'école primaire est passé de 84 % en 1997 à 97 % en 2000. Ces chiffres dénotent des améliorations des moyennes nationales, quoique des inégalités pénalisent encore de vastes secteurs parmi les enfants les plus vulnérables, en particulier ceux des familles vivant en situation de pauvreté et d'extrême pauvreté (44 et 21 %, respectivement, de la population nationale, d'après les données gouvernementales), dans les régions rurales et dans les bidonvilles des principales agglomérations urbaines. Les 31 groupes autochtones (qui représentent 1,5 % de la population) affichent des

indicateurs sociaux systématiquement inférieurs à la moyenne nationale et perdent régulièrement du terrain en ce qui concerne leur langue et leur identité ethnique.

## **Coopération au programme, 1998-2001**

2. Le programme 1998-2001 (E/ICEF/1997/P/L.5/Add.1) visait à promouvoir les droits des enfants dans les politiques gouvernementales et la participation des enfants et des adolescents aux forums publics et groupes organisés afin de favoriser une sensibilité accrue à ces droits dans la société civile et parmi les décideurs. Il préconisait également le renforcement des systèmes statistiques à l'échelon local, afin de suivre le respect de ces droits, et des activités à l'échelon local dans les États de Zulia, Amazonas et Vargas, afin d'améliorer l'accès des enfants à la santé, à l'assainissement, à l'éducation de base et aux mesures de relèvement dans les régions touchées par les inondations de 1999.

3. L'UNICEF a joué un rôle décisif dans l'adaptation de la législation nationale à la Convention relative aux droits des enfants, comme en témoigne une étude régionale de la programmation de l'UNICEF en Amérique latine et aux Caraïbes obéissant à une approche fondée sur les droits. Avec les organisations de la société civile, l'UNICEF a appuyé la création d'un mouvement de défense des droits des enfants et des adolescents, dont l'aboutissement a été l'Assemblée constituante pour les enfants et les adolescents, qui a ouvert un espace consacré à ceux-ci dans les consultations en vue de modifier la législation nationale et de rédiger une nouvelle Constitution. L'UNICEF a également dispensé une formation et des conseils aux membres de l'Assemblée constituante nationale sur les principes de la Convention; aidé l'Assemblée constituante à rédiger le chapitre sur les droits sociaux; et établi des liens solides avec de nombreuses organisations, y compris les universités, l'appareil judiciaire et les membres de l'équipe gouvernementale qui ont souscrit à ce mouvement pour faire en sorte que la législation nationale soit fidèle à l'esprit de la Convention. Les droits des enfants ont acquis une plus large place dans les médias et dans les programmes politiques, et les enfants et adolescents demandent à exercer et exercent de plus en plus leur droit à exprimer leurs opinions et à participer.

4. Dans leur ensemble, ces efforts ont explicitement facilité l'incorporation des principes de la Convention dans la nouvelle Constitution du Venezuela (1999), ainsi que la formulation (1998), puis l'approbation et l'entrée en vigueur (2000) de la Loi relative aux enfants et aux adolescents. Ces instruments ont permis de créer certaines conditions très importantes, mais pas encore suffisantes, pour le respect des droits des enfants. L'adaptation des institutions pertinentes à la nouvelle législation, notamment de l'appareil judiciaire et de l'administration chargée de l'application des mesures de protection des enfants, n'en est encore qu'à un stade préliminaire, et le mouvement organisé des enfants et des adolescents a besoin d'être consolidé.

5. En collaboration étroite avec l'Institut national des statistiques (Instituto Nacional de Estadísticas – INE), l'UNICEF a aidé à la mise au point d'un Système d'information pour la gestion à l'échelon local. Ce système a été étendu par le Gouvernement à l'ensemble du pays, mais il a encore besoin d'être mis en place dans tous les États et municipalités.

6. Les activités locales de développement appuyées par l'UNICEF ont été concentrées sur les collectivités autochtones pauvres des États de Zulia et

Amazonas, et ont porté plus particulièrement sur la prestation d'un appui technique aux administrations locales pour qu'elles réduisent le taux de mortalité infantile. La mortalité infantile et juvénile due à la diarrhée a diminué de plus de 78 % dans les municipalités autochtones les plus pauvres de Mara et Paez, dans l'État de Zulia, par suite directe de la création d'unités de réhydratation par voie orale gérées à l'échelon communautaire. Toutefois, comme l'a montré une évaluation effectuée en 2000, la participation réduite des organes de décision locaux a limité le champ des interventions du programme, qui n'ont pas été étendues à l'échelle du pays et n'ont pas eu d'effet sensible sur la définition des politiques sectorielles.

7. Après les inondations désastreuses de 1999, des activités de secours d'urgence ajoutées au programme de développement local dans les États de Vargas et de Zulia ont permis d'atteindre quelque 70 % des 15 000 enfants touchés. L'UNICEF a aidé au retour des enfants à l'école, au rétablissement des victimes de traumatisme psychique, à l'enregistrement des naissances et à la remise en état de l'infrastructure d'alimentation en eau et d'assainissement. Certaines méthodes élaborées dans d'autres pays, par exemple la réadaptation psychosociale, ont été adaptées au contexte vénézuélien. Les activités de secours d'urgence ont favorisé l'établissement de liens plus solides entre l'UNICEF et certains homologues tels que le Ministère de l'éducation, de la culture et des sports, l'armée et l'administration régionale. Ces liens se sont maintenus après les mesures d'urgence prises dans le cadre des plans régionaux de reconstruction, et l'UNICEF a facilité la transition de la réponse aux situations d'urgence aux activités de développement.

## Les leçons de la coopération passée

8. Les leçons importantes présentées dans la note de pays sont que : a) une stratégie soigneusement appliquée, combinant la formation d'alliances, la mobilisation sociale et le plaidoyer, a permis de multiplier les ressources de l'UNICEF et d'accentuer l'impact législatif du programme; b) l'accès limité aux niveaux de décision a empêché d'étendre les activités pilotes à l'ensemble du pays; c) il existe une corrélation essentielle entre la production et la diffusion d'informations sur la situation des enfants et des femmes et l'avancement des droits des enfants parmi les priorités gouvernementales; et d) les stratégies visant à préparer le pays à faire face aux situations d'urgence doivent lier les réponses immédiates au redressement.

## Coopération recommandée au programme, 2002-2007

### Estimation des dépenses annuelles

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	Total
<b>Masse commune des ressources</b>							
Reconnaissance des droits des enfants	259,6	245,5	205,9	163,0	163,0	163,0	<b>1 200,0</b>
Création de connaissances et diffusion de l'information	224,4	219,6	125,7	100,0	100,0	100,0	<b>869,7</b>

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	Total
Dépenses intersectorielles	151,0	134,9	168,4	137,0	137,0	137,0	865,3
<b>Total partiel</b>	<b>635,0</b>	<b>600,0</b>	<b>500,0</b>	<b>400,0</b>	<b>400,0</b>	<b>400,0</b>	<b>2 935,0</b>
<b>Autres ressources</b>							
Reconnaissance des droits des enfants	346,6	433,2	535,4	650,9	794,6	899,3	3 660,0
Création de connaissances et diffusion de l'information	91,4	114,2	141,1	171,9	209,4	237,0	965,0
Dépenses intersectorielles	62,1	77,6	96,0	116,3	142,0	161,0	655,0
<b>Total partiel</b>	<b>500,1</b>	<b>625,0</b>	<b>772,5</b>	<b>939,1</b>	<b>1 146,0</b>	<b>1 297,3</b>	<b>5 280,0</b>
<b>Total</b>	<b>1 135,1</b>	<b>1 225,0</b>	<b>1 272,5</b>	<b>1 339,1</b>	<b>1 546,0</b>	<b>1 697,3</b>	<b>8 215,0</b>

### Processus de préparation du programme de pays

9. L'actuel programme de pays a été approuvé pour la période 1998-2002. Toutefois, en 2000, dans le cadre de la réforme des Nations Unies, il a été décidé de raccourcir d'un an le programme de l'UNICEF afin de le synchroniser avec celui du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). De ce fait, l'examen formel à mi-parcours a été remplacé par un processus accéléré d'évaluation de toutes les grandes composantes du programme.

10. L'analyse de la situation a été effectuée avec de nombreux partenaires gouvernementaux et non gouvernementaux, y compris le Ministère de la santé, du développement social et de l'éducation; le Conseil national pour les droits des enfants; l'INE; et certaines organisations non gouvernementales telles que l'Association vénézuélienne pour une autre forme d'éducation sexuelle [Asociación Venezolana para una Educación Sexual Alternativa (AVESA)], les Centres communautaires d'apprentissage (Centros Comunitarios de Aprendizaje), La Fédération des institutions privées de soins à l'enfant, à l'adolescent et à la famille (Federación de Instituciones Privadas de Atención al Niño, al Joven y a la Familia), la Fondation Lumière et Vie (Fundación Luz y Vida); et l'Université catholique Andrés Bello. Elle a été complétée par l'évaluation en fin de décennie effectuée par le Gouvernement en prévision de la session extraordinaire des Nations Unies consacrée aux enfants et par l'établissement d'un bilan commun de pays par l'équipe-pays des Nations Unies. Ces travaux ont abouti à la définition de la stratégie de l'UNICEF présentée dans la note de pays, qui avait été convenue avec l'équipe des Nations Unies avant d'être soumise au Conseil d'administration. Comme ces actions se sont déroulées avant que soit défini le calendrier du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement, le programme de pays pour la période 2002-2007 apportera une importante contribution à l'élaboration de ce plan.

11. Les consultations avec les homologues qui ont suivi la présentation de la note de pays ont débouché sur la définition des domaines spécifiques d'intervention du nouveau programme, fondée sur : a) l'expérience et la crédibilité acquises par l'UNICEF dans le domaine des droits des enfants; b) les leçons tirées des évaluations de la précédente période de coopération et les réflexions qu'elle inspire,

compte tenu des changements intervenus aux plans politique et institutionnel; et c) l'avantage comparatif de l'UNICEF par rapport à d'autres institutions et du fait du mandat de l'organisation. Le processus a été coordonné dans son ensemble par le Ministère des relations extérieures.

### **Buts et objectifs du programme de pays**

12. L'objectif général du programme de pays pour la période 2002-2007 est d'aider à créer les conditions nécessaires à la satisfaction des droits de tous les enfants vénézuéliens, et plus particulièrement de ceux qui souffrent le plus de l'exclusion. Ce programme s'inscrira dans le cadre de la Convention relative aux droits de l'enfant et de la Convention sur toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, ainsi que des plans de développement social du Gouvernement, et portera sur les principaux domaines de préoccupation soulignés dans l'analyse de la situation.

13. Le programme de pays a deux composantes : a) la reconnaissance des droits des enfants; et b) la création de connaissances et la diffusion d'informations. Les objectifs de la première composante sont : a) le renforcement des capacités des institutions nationales, régionales et locales à assurer et garantir le respect des deux Conventions et la Loi relative aux enfants et aux adolescents; et b) la pleine reconnaissance des principes sur lesquels elles reposent par les acteurs sociaux et les décideurs et leur application aux catégories d'enfants souffrant le plus de l'exclusion. L'objectif de la deuxième composante est de contribuer à améliorer le processus de décision à tous les niveaux par les institutions nationales, régionales et locales, la société civile et les organisations communautaires, le secteur privé, les universités et les familles, en utilisant une information actualisée sur la situation des enfants et des femmes dans le pays et en favorisant la demande au sein de la population pour la reconnaissance des droits des enfants. Ces deux composantes sont interdépendantes et complémentaires. Les activités de défense des droits des enfants contribueront à l'action dans les domaines d'étude envisagés dans le cadre de la composante connaissance et information, et cette dernière permettra de développer l'information et d'approfondir la compréhension des domaines prioritaires du programme de pays. Les composantes vénézuéliennes du Programme sous-régional PROANDES (Programme pour la région andine) et du Programme Amazone compléteront les interventions du programme de pays.

### **Relations avec les priorités nationales et internationales**

14. Toutes les activités proposées vont dans le sens de l'objectif national de lutte contre les inégalités sociales, notamment la création de mécanismes par le biais de réformes législatives et de changements institutionnels pour permettre la participation de la collectivité à tous les processus de décision pertinents. Les priorités nationales sont notamment de veiller à assurer l'accès de tous à l'éducation, d'offrir des soins de santé pour tous et de protéger les enfants ayant besoin d'une protection spéciale. En même temps, les activités du programme de pays tiennent compte des domaines spécifiques, définis par le Mouvement mondial en faveur des enfants, sur lesquels l'UNICEF fera porter son attention au cours des dix prochaines années; des résultats de la session extraordinaire des Nations Unies consacrée aux enfants; et des engagements résultant du dixième Sommet ibéro-américain et du

Consensus de Kingston sur les enfants et la politique sociale sur le continent américain. Ces activités tendront à faire en sorte que tous les enfants, et en particulier ceux qui souffrent d'exclusion, aient un bon démarrage dans la vie, grâce à la promotion des soins aux jeunes enfants; reçoivent une éducation de base de bonne qualité et vivent leur adolescence dans un environnement propice à leur épanouissement, favorisant notamment leur participation.

15. L'équipe des Nations Unies a achevé la première phase du bilan commun de pays au début de 2001, confirmant le rôle crucial des institutions du système des Nations Unies dans la réduction des inégalités, l'aide à l'application des textes de loi en vigueur et la production d'informations sociales pour la défense des droits de l'homme. Ces éléments apparaissent dans le programme de pays proposé et serviront à la formulation du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement. Comme il est indiqué au paragraphe 30 ci-dessous, l'UNICEF maintiendra ses relations de partenariat avec les autres institutions des Nations Unies dans les domaines spécifiques du programme de pays.

## Stratégie de programme

16. Les stratégies du programme restent celles qui sont définies dans la note de pays. elles sont de mobiliser la société autour d'une vision amplement reconnue des droits de l'enfant; de renforcer les capacités institutionnelles et d'assurer l'intégration des principaux acteurs participant aux programmes pour les enfants; de favoriser l'extension des expériences pilotes fructueuses à l'ensemble du pays en utilisant les ressources nationales; et d'aider l'État à se préparer pour faire face à d'éventuelles situations d'urgence.

17. *Reconnaissance des droits de l'enfant.* Partant de l'adoption de la Loi relative aux enfants et aux adolescents, ce programme s'efforce d'aider à son application et de favoriser l'adoption de politiques et de programmes complémentaires de nature à assurer la pleine protection des enfants et des femmes. Ce programme, qui comprend trois projets, s'efforce de répondre aux questions importantes soulevées dans l'analyse de la situation et la définition de stratégies, notamment à la nécessité de : poursuivre la refonte des institutions nationales dans le contexte des priorités et des engagements nationaux; d'accroître les possibilités de participation, surtout pour les adolescents; et d'assurer la protection des groupes vulnérables, y compris des enfants dont la naissance n'a pas été dûment enregistrée. La dimension hommes-femmes est prise en compte dans l'ensemble du programme, et sera importante, entre autres, pour les interventions en cas de violence au sein de la famille, d'exploitation sexuelle et de problèmes de santé génésique, et pour promouvoir la participation des adolescents.

18. Dans le cadre des projets de protection, l'assistance technique de l'UNICEF aidera le Gouvernement à élaborer des politiques, de programmes et des plans de défense des droits des enfants et des femmes. Par le biais de consultations et de la formation, l'UNICEF appuiera également le renforcement des capacités techniques et institutionnelles des institutions gouvernementales, de la société civile et des organisations communautaires qui travaillent avec les familles, afin de promouvoir les droits des enfants et de veiller à ce que tous les partenaires soient associés au système national de protection des enfants et des adolescents. Les résultats attendus sont notamment : a) la parfaite compatibilité de tous les instruments législatifs avec

les deux Conventions; b) la mise en place des institutions administratives et judiciaires du système national de protection et leur fonctionnement dans le respect de la législation, une attention particulière étant accordée aux enfants en conflit avec la loi, à la violence au sein de la famille, à l'exploitation sexuelle, au trafic d'enfants et aux enfants dans les situations d'urgence; c) des réseaux communautaires de services de défense des enfants qui travailleront en collaboration avec les autres institutions du système national de protection; et d) de meilleurs mécanismes d'enregistrement des naissances.

19. Le projet de survie et de développement de l'enfant prend le développement du jeune enfant et la santé des adolescents comme points de départ de processus de développement plus intégrés pour les groupes de population vulnérables, socialement exclus. Ce projet aidera à l'élaboration de modèles efficaces dont l'application sera étendue en vraie grandeur par les homologues nationaux et régionaux. En offrant directement aux familles et aux collectivités des mesures d'intervention sociale, ce projet permettra de sensibiliser la population aux besoins de stimulation du jeune enfant, d'une parenté responsable et d'une éducation préscolaire. Ce projet sera exécuté en étroite collaboration avec les universités, de manière à inclure certaines questions, telles que la santé des adolescents, y compris la prévention du VIH/sida, dans les programmes d'études des personnels de santé et des travailleurs sociaux, et avec les responsables de l'éducation et les organisations autochtones, afin d'accroître la couverture et la qualité de l'éducation bilingue interculturelle. Les stratégies employées mettront particulièrement l'accent sur la bonne adaptation culturelle des interventions et le rôle de la famille. Les résultats attendus sont notamment l'extension des programmes intégrés de développement du jeune enfant à 50 % des enfants de certaines zones péri-urbaines, rurales et autochtones; la mise en place d'un système d'éducation bilingue interculturel dans la plupart des communautés autochtones; et un accroissement de la demande et de l'offre de programmes d'hygiène sexuelle et de santé génésique pour les adolescents.

20. Le projet de participation apportera assistance technique et appui aux institutions et organisations, y compris à certaines qui sont gérées par des enfants et adolescents, qui ont pour mission de promouvoir les droits aux loisirs, aux sports et à une opinion. L'UNICEF et ses partenaires encourageront la participation active des enfants et des adolescents dans une variété de cadres allant de la famille aux conseils d'étudiants et aux parlements d'enfants. Les résultats attendus sont notamment un accroissement du nombre de conseils d'étudiants actifs, l'inclusion d'adolescents dans des conseils d'éducateurs et leur représentation dans les services de défense des enfants prévus par le projet de mécanismes de protection. Le projet accordera une plus grande attention au droit à la participation d'un groupe souffrant particulièrement de l'exclusion, à savoir les adolescents en conflit avec la loi, en favorisant leur participation à la conception de plans de réinsertion sociologiquement. Il mettra également l'accent sur les échanges de données d'expérience entre les divers partenaires.

21. *Création de connaissances et diffusion d'informations.* Ce programme vise à maximiser l'aptitude du Venezuela à produire des informations sur la situation des enfants et des femmes et à améliorer la compréhension des scénarios décrits par les données recueillies. Ces informations seront communiquées au grand public, qui pourra ainsi s'assurer du respect des engagements nationaux et internationaux, et diffusées auprès de certaines alliances et par le biais de certaines technologies pour



faire en sorte qu'elles soient accessibles à tous les interlocuteurs pertinents — décideurs, communautés et familles. Ce programme fait suite à la recommandation du Comité des droits de l'enfant que le Venezuela améliore la collecte de données sur les enfants, tire parti de l'avantage comparatif de l'UNICEF et réponde à la nécessité de créer et de diffuser des informations ciblées, afin que les enfants puissent jouir de leurs droits. Pour tenir compte de la sexospécificité, le programme veillera particulièrement à la décomposition des données par sexe, au suivi d'indicateurs pertinents et à l'utilisation de moyens de diffusion propres à assurer une large couverture des groupes visés.

22. Le projet de création de connaissances favorisera la compréhension de la situation des enfants et des femmes dans le pays de manière à influencer sur les processus de décision. L'UNICEF travaillera avec les institutions aux échelons national et local afin de promouvoir des systèmes d'information harmonisés des points de vue de la couverture, des indicateurs et des technologies, mettant l'accent sur la ventilation des données par âge, sexe, situation géographique et catégorie socioéconomique. Une formation sera dispensée à divers niveaux de l'administration publique sur la création et l'utilisation d'informations. Ce projet attachera une grande importance à l'adoption de lois nationales, telles que la Loi relative aux enfants et aux adolescents, et au suivi de Sommet mondial pour les enfants, de la session extraordinaire des Nations Unies consacrée aux enfants et du programme Beijing + 5, et mettra particulièrement l'accent sur les exclus et sur les femmes et les enfants ayant besoin d'une protection spéciale. Les résultats attendus sont notamment le fonctionnement d'un système d'informations statistiques fiable pour les décisions en faveur des enfants et des femmes au niveau national et dans certains secteurs prioritaires; l'élaboration de modules spécifiques ou de systèmes d'information, afin d'organiser et d'analyser les données sur les groupes ayant besoin d'une protection spéciale; la mise en place d'un système de suivi et d'évaluation des institutions du système national de protection; et une présentation détaillée des expériences fructueuses dans le domaine de la formulation de politiques gouvernementales.

23. Le projet de diffusion d'informations permettra de recueillir des informations pertinentes par âge et par sexe afin de renforcer la demande de respect des droits des enfants et des femmes. Un large ensemble d'alliances seront conclues avec des partenaires au sein du Gouvernement, de la société civile, des médias et des universités, afin d'accroître le nombre et les types de moyens de diffusion et d'améliorer la qualité des informations offertes sur les enfants et les femmes, par exemple sur des sites Web, à la télévision, à la radio et dans la presse écrite, dans les bibliothèques publiques et dans les centres de documentation. Les aptitudes à la communication seront parmi les principaux aspects de l'appui technique apporté par l'UNICEF. L'une des grandes priorités sera de faciliter l'accès des adolescents à une information pertinente, tenant compte de leur âge et des sexospécificités. Les résultats attendus sont notamment un accroissement du nombre de cas de violation des droits des enfants et des femmes signalés aux autorités, du fait d'une plus grande détermination à s'exprimer; une meilleure qualité et une diffusion plus large des programmes consacrés aux droits des enfants et des femmes par les médias; et le renforcement des centres de documentation et des moyens de diffusion de l'information concernant les enfants et les femmes.

24. Les dépenses intersectorielles couvriront certaines dépenses de fonctionnement non inscrites au budget de soutien (par exemple, une fraction des coûts de

télécommunication et des loyers) et les dépenses afférentes au personnel de soutien dans les domaines du suivi du budget et de l'aide au programme.

## **Suivi et évaluation**

25. Le Plan intégré de suivi et d'évaluation, qui est mis à jour annuellement, contient des indicateurs d'impact et des indicateurs du bon déroulement du programme de pays qui permettent de déterminer dans quelle mesure chacun de ses objectifs a été atteint. Ce plan permet également de suivre les progrès réalisés dans la poursuite des objectifs du Sommet mondial pour les enfants et les indicateurs sociaux figurant dans les plans nationaux, décomposés par âge, sexe, situation géographique (communauté urbaine ou rurale) et groupe socioéconomique, et d'évaluer en particulier le degré de reconnaissance des droits des enfants parmi les groupes exclus.

26. Les indicateurs du programme de défense des droits de l'enfant sont le budget alloué aux enfants et aux services sociaux de base, le pourcentage de la population ciblée effectivement touché par le système national de protection et le nombre de cas de violation des droits des enfants signalés aux autorités. Les indicateurs du programme de création de connaissances et de diffusion d'informations comprennent la couverture des questions relatives aux droits des enfants par les médias; et le pourcentage de familles ayant connaissance des droits des enfants, ainsi que l'existence et l'utilisation de mécanismes propres à permettre l'application de ces droits lorsqu'ils sont en danger d'être violés.

27. Le Venezuela s'est doté d'un programme institutionnel assez avancé pour la production d'informations statistiques, géré par l'INE et les services d'information de tous les ministères sectoriels. L'UNICEF collaborera également avec l'INE à l'introduction de modules spéciaux dans l'enquête nationale auprès des ménages. Les systèmes habituels et les enquêtes nationales seront les principales sources d'informations pour la plupart des indicateurs d'impact. Le système d'enregistrement des institutions du système national de protection, encore faible, il est vrai, sera néanmoins l'une des principales sources d'informations sur les cas signalés de violation des droits et les réponses qui leur sont apportées.

28. La composante recherche du programme de pays comprendra des études de base et des évaluations sur certaines questions telles que le travail des enfants, la violence au sein de la famille, la santé génésique et la participation des adolescents. Elle offrira également des sondages d'opinion auprès des enfants dont il sera tenu compte lors de l'élaboration des politiques et programmes nationaux. Les universités et les centres de recherche seront d'importants partenaires dans ce domaine.

29. Le système de gestion des programmes de l'UNICEF sera le principal instrument pour le suivi des indicateurs de gestion interne. Une attention particulière sera accordée au suivi des objectifs annuels de collecte de fonds, à l'impact des campagnes de collecte de fonds et à la perception de l'UNICEF à l'intérieur du pays. Des visites périodiques de sites de projet en compagnie de représentants des principaux homologues et partenaires, de même que l'exercice de planification annuelle, les examens annuels et d'examen à mi-parcours, prévu pour 2004, permettront de mesurer les progrès, de tirer les leçons de l'expérience et de convenir des corrections qui s'avéreront nécessaires.

## Collaboration avec les partenaires

30. Le programme de pays proposé tient compte des domaines couverts par d'autres institutions des Nations Unies, dont la présence est dans l'ensemble limitée au Venezuela. L'Organisation mondiale de la santé/Organisation panaméricaine de la santé (OMS/OPS) dispose de personnel spécialisé dans des aspects de la santé de l'enfant qui ne bénéficient pas d'une aide directe de l'UNICEF. L'OMS/OPS et d'autres partenaires suivront la situation des enfants. Le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida apportera une importante contribution à toutes les activités concernant ce fléau. Le Fonds des Nations Unies pour la population pourrait participer à l'élaboration de programmes pour les adolescents, en particulier dans le domaine de la santé génésique. Le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés serait fort utile en cas d'urgence aux frontières. Le PNUD est un partenaire important pour les questions de plaidoyer en faveur des droits de l'homme et le renforcement des systèmes d'information sociale. Les groupes thématiques interinstitutions sur les questions d'inégalité entre les sexes et les droits de l'homme continueront leurs activités de coordination, de soutien mutuel et d'échange d'informations. Les pourparlers se poursuivent sur le choix du calendrier pour le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement. L'UNICEF collaborera également avec la Banque interaméricaine de développement, qui a approuvé des crédits pour la mise en oeuvre du système national de protection et d'autres programmes spéciaux de protection.

31. Sous la coordination générale des Ministères des relations extérieures et du Plan, l'UNICEF conclura des accords formels avec tous les partenaires à ce programme. Ces partenaires seront les agents d'exécution, et l'UNICEF fournira l'aide technique, facilitera les échanges de données d'expérience, cofinancera les activités et collaborera au suivi et à l'évaluation des interventions. Parmi les partenaires publics figureront divers ministères (en particulier les Ministères de l'éducation, de la santé et du développement social, de l'intérieur et de la justice), l'INE, l'Institut national de la femme, la Fondation de l'enfant, les administrations régionales et municipales, le Bureau national du Médiateur, les services de défense des enfants, les organes administratifs responsables du système national de protection et la police.

32. Les universités telles que l'Université catholique Andrés Bello et l'Université centrale du Venezuela, les centres de recherche et le système national de bibliothèques publiques seront les partenaires essentiels pour la création et la diffusion d'informations, avec l'INE et les médias. Parmi les partenaires non gouvernementaux figureront la Fédération des institutions privées de soins à l'enfant, à l'adolescent et à la famille; les Centres communautaires d'apprentissage; l'Association vénézuélienne pour une autre forme d'éducation sexuelle; des organisations communautaires, notamment dans les zones de population autochtone; et les groupements de jeunesse.

33. Le Venezuela occupe un rang très faiblement prioritaire pour l'aide publique au développement, de sorte que les perspectives de financement bilatéral y sont limitées. Toutefois, les donateurs bilatéraux qui ont été témoins de l'action de l'UNICEF pendant la période de secours d'urgence de 1999 maintiendront peut-être leur appui. Néanmoins, même avec l'aide bilatérale, les autres ressources du programme devraient être principalement des ressources nationales. Les stratégies de mobilisation d'autres ressources porteront principalement sur : a) la mobilisation

des ressources du secteur privé, en particulier les alliances d'entreprises, la collecte de fonds par publipostage direct, les manifestations et la vente de cartes et de produits de l'UNICEF, dont le marché est encore en partie inexploité; et b) le cofinancement d'activités, en particulier avec les administrations nationale et régionales. Le cofinancement est un moyen important de financer les projets et de promouvoir l'attachement des partenaires à l'action menée. Leur participation à des expériences pilotes fructueuses favorise l'extension de celles-ci à l'échelle nationale et, par conséquent, l'affectation de ressources aux programmes en faveur des enfants.

### **Gestion des programmes**

34. Le Ministère des relations extérieures, en collaboration avec le Ministère du plan, supervisera un Comité de coordination technique au sein duquel seront représentés tous les partenaires pertinents. Lors de ses réunions semestrielles, ce comité suivra l'exécution du programme, s'efforcera de résoudre les problèmes qui pourront se poser, et préparera certains événements importants tels que les examens annuels et l'examen à mi-parcours. Les plans annuels seront approuvés et signés par chaque agent d'exécution et l'UNICEF, compte tenu des résultats de l'année précédente et des recommandations du Comité. D'autres mécanismes de coordination pourront être mis en place pour certains projets, thèmes ou lieux géographiques, sous la supervision générale de ce comité.

35. Les fonds alloués au programme sur la masse commune des ressources diminueront progressivement, et le programme devra s'appuyer en grande partie sur les collectes de fonds à l'échelon local pour financer l'importante composante « Autres ressources ». L'UNICEF devra accroître les moyens techniques et le personnel nécessaires à ces collectes. Le programme recevra l'appui d'autres bureaux extérieurs, en particulier du bureau UNICEF-Colombie, qui dispose d'une équipe compétente et efficace de collecte de fonds auprès du secteur privé.

36. Le personnel engagé au titre de contrats à long terme et les activités de base du programme seront financés sur la masse commune des ressources, tandis que la partie du programme et des dépenses de personnel financée par prélèvement sur les autres ressources augmentera progressivement, à mesure que se développeront les activités de collecte de fonds à l'échelon local. La composition du personnel sera fonction des thèmes prioritaires du programme. Au personnel essentiel, possédant de larges compétences techniques et administratives, s'ajoutera un personnel spécialisé engagé pour des contrats de courte durée au fur et à mesure qu'augmenteront les disponibilités en autres ressources et que l'exécution du programme progressera.

Tableau

**Liens entre le budget-programme et les dépenses de personnel**

Pays : Venezuela

Programme : 2002-2007

Domaine d'activité et source de financement	Budget-programme			Postes <sup>a</sup>										Dépenses de personnel <sup>b</sup>		
	MC	AR	Total	D2/L7	D1/L6	P/L5	P/L4	P/L3	P/L2	IP	NP	GS	Total	IP	Local	Total
<b>Masse commune des ressources</b>																
Défense des droits des enfants	1 200 000		1 200 000	0	0	0	0	0	0	0	0,7	0,0	0,7	0	527 999	527 999
Création de connaissances et	869 700		869 700	0	0	0	0	0	0	0	0,5	0,0	0,5	0	367 699	367 699
Dépenses intersectorielles	865 300		865 300	0	0	0	0	0	0	0	0,0	2,2	2,2	0	622 221	622 221
<b>Total MC</b>	<b>2 935 000</b>		<b>2 935 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1,2</b>	<b>2,2</b>	<b>3,4</b>	<b>0</b>	<b>1 517 919</b>	<b>1 517 919</b>
<b>Autres ressources</b>																
Défense des droits des enfants		3 660 000	3 660 000	0	0	0	0	0	0	0	0,3	0,0	0,3	0	81 026	81 026
Création de connaissances et		965 000	965 000	0	0	0	0	0	0	0	0,5	0,0	0,5	0	241 328	241 328
Dépenses intersectorielles		655 000	655 000	0	0	0	0	0	0	0	1,0	0,8	1,8	0	420 393	420 393
<b>Total AR</b>	<b>5 280 000</b>	<b>5 280 000</b>	<b>5 280 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1,8</b>	<b>0,8</b>	<b>2,6</b>	<b>0</b>	<b>742 747</b>	<b>742 747</b>
<b>Total MC + AR</b>	<b>2 935 000</b>	<b>5 280 000</b>	<b>8 215 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>3,0</b>	<b>3,0</b>	<b>6,0</b>	<b>0</b>	<b>2 260 666</b>	<b>2 260 666</b>
Budget d'appui																
Dépenses de fonctionnement																
Personnel			777 359	0	0	0	1	0	0	1	1,0	2,0	4,0	857 022	1 087 551	1 944 573
<b>Total général (MC + AR + BA)</b>				<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>4,0</b>	<b>5,0</b>	<b>10,0</b>	<b>857 022</b>	<b>3 348 217</b>	<b>4 205 239</b>
Nombre de postes et dépenses de personnel																
Cycle de programmation en cours										1	4,0	6,0	11,0			
À la fin du cycle du programme proposé (chiffres indicatifs seulement)										1	4,0	5,0	10,0	857 022	3 348 217	4 205 239

*Abbreviations* : MC = masse commune des ressources; AR = autres ressources; IP = administrateurs recrutés sur le plan international; NP = administrateurs recrutés sur le plan national; GS = agents des services généraux; BA = budget d'appui.

<sup>a</sup> Tous les postes, sans distinction de source de financement, sont au service de l'ensemble du programme.

<sup>b</sup> Ne couvrent pas le personnel temporaire ni les heures supplémentaires.

